



Paris, le 21 octobre 2014

# **DIALOGUE SOCIAL ET SANCTIONS : LE 30 OCTOBRE 2014 : TOUS ET TOUTES À SAINT DENIS !**

**Fin juin 2014, le Président de la SNCF, Guillaume PEPY, exprimait sa volonté de renouer un dialogue social de qualité, apaisé et sans esprit revanchard. Quelques mois plus tard, force est de constater que nous en sommes loin !**

Les Fédérations Syndicales CGT et SUD-Rail ont interpellé la Direction le 13 octobre dernier, dans le cadre d'une DCI nationale déposée le 09 octobre 2014. Les autres Fédérations Syndicales représentatives au plan national n'ont pas souhaité s'associer à la démarche.

## **ABSENCE TOTALE DE DIALOGUE SOCIAL**

Malgré l'affichage de ses intentions, la Direction continue de bafouer la démocratie sociale dans l'entreprise. Elle ne cesse d'avancer à marche forcée, notamment sur la mise en œuvre de la réforme, sans même envisager de négociations sur des sujets pourtant majeurs tels que la structuration de l'entreprise, l'organisation de la production, les Instances Représentatives du Personnel, les futures élections, etc.

Les modifications incessantes du calendrier pour faire appliquer la loi du 04 août 2014, démontrent pourtant qu'un flottement existe bien au plus haut niveau de l'entreprise. Nous sommes face à une Direction incapable de mettre en œuvre la réforme votée en procédure d'urgence, dont le contenu est contraire au développement du service public ferroviaire et qui reste à ce jour non financée.

Les premiers choix stratégiques préalablement réfléchis et aujourd'hui proposés sont directement liés au non financement de la réforme. Ils se font déjà sentir, notamment à travers la volonté de l'entreprise d'étendre l'Équipement Agent Seul (suppression des ASCT) sur l'ensemble des TER.

C'est d'ailleurs contre ce projet insensé à l'appui de propositions alternatives portées par les 5 Organisations Syndicales représentatives sur la région de Paris Nord (CGT - SUD-Rail - UNSA - CFDT - FO) que les cheminots de cette même région font valoir leur droit de retrait depuis début juillet 2014, sans qu'aucune solution acceptable n'ait été trouvée à ce jour.

Au contraire d'un dialogue social de qualité, le ton se durcit et la Direction sort un arsenal répressif contre les cheminots qui se battent pour le service public SNCF, leurs emplois et leurs conditions de travail.

## **DES SANCTIONS INACCEPTABLES !**

C'est ainsi que 2 cheminots de Paris Nord, militants CGT, sont menacés d'être radiés des cadres (licenciés) pour avoir eu un échange contradictoire avec leur hiérarchie sur le bien-fondé de leur démarche.

C'est ainsi que suite à la grève du mois de juin, plusieurs militant-e-s CGT et SUD-Rail d'autres régions, mais aussi des cheminot-e-s non syndiqué-e-s, vont se retrouver devant le conseil de discipline avec des propositions de sanctions totalement disproportionnées.

La Direction instaure donc la stratégie de la peur et conteste la légitimité des cheminots qui ont combattu les choix néfastes de l'entreprise.

Cette posture est inacceptable et gravissime tant du point de vue du niveau des sanctions que sur les conséquences qu'elles auraient sur des familles entières !

Nous ne pouvons accepter ces choix sans agir. Des choix qui opposent les cheminots entre eux, qui nient l'existence même d'un débat démocratique pourtant nécessaire dans l'entreprise et qui font peser de lourdes menaces sur l'avenir des cheminots et leur famille.

**Les Fédérations Syndicales CGT et SUD-Rail appellent les cheminotes et cheminots à se rassembler le :**

**Jeudi 30 octobre 2014**  
**A partir de 11h00**  
**A St Denis**  
**Devant le siège de l'entreprise**

**Agissons afin de gagner un autre dialogue social, l'ouverture de négociations et la suspension des mesures disciplinaires avalisant un dernier avertissement, une radiation des cadres ou une révocation à l'encontre des cheminots concernés.**

